



**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

BÜLTEN BULLETIN

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
SQUARE CH. M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198
COMPTE: CGER - 001-0414791-95 - BRUXELLES

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence INFO-TÜRK ou ITA

PERIODIQUE MENSUEL
2ème année - octobre 1978
Gén. 72 - Français 24
Prix 10 FB
Abonnement annuel
Belgique 100 FB
Etranger 200 FB

Assassinat de 7 membres du Parti Ouvrier de Turquie

LES FORCES FASCISTES INTENSIFIENT LEURS PROVOCATIONS
EN VUE D'ARRÊTER LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION

ANKARA (ITA) - La terreur politique a atteint son sommet avec l'assassinat de sept membres du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) les 8 et 9 septembre 1978 à Ankara. Ainsi, depuis la formation du gouvernement d'Ecevit, au cours de 9 mois, le nombre total des victimes de la violence politique a dépassé 500.

Ainsi que l'a déclaré le Premier Ministre Bülent Ecevit lui-même, la terreur politique est provoquée par des forces "obscurées" visant à arrêter le processus de démocratisation en Turquie et à inciter les Forces Armées à faire un coup d'état.

Des preuves nombreuses obtenues au cours des opérations de gendarmerie et de police récentes ont établi clairement que la grande majorité des assassinats politiques sont perpétrés par des commandos para-militaires ou des escouades d'exécution du Parti d'Action Nationaliste (MHP). Mais il y a aussi des indications sur le fait que ces bandes furent incitées, encouragées et protégées par quelques organisations officielles au sein de l'appareil d'état et des Forces Armées tels que l'Organisation Nationale de Renseignements (MIT) et l'Organisation Contre-Guérilla.

Ils font tout ce qui est possible dans le but de faire croire que des conflits armés se produisent entre la Gauche et la Droite et qu'ils atteignent un niveau tel que l'intervention des Forces armées devient inévitable.

Dans ce but, la violence politique dirigée a pris pour cible, au cours de ces dernières semaines, les leaders et les militants des partis politiques.

Le 23 septembre 1978, à Istanbul, deux terroristes non-identifiés attaquèrent le siège du TIP dans le but de tuer par balles le secrétaire générale du parti, le Docteur Nihat Sargin. Incapables d'exécuter leur complot ils s'échappèrent en blessant par balles deux membres du parti. ./.

Encore à Istanbul, le 3 octobre 1978, le président local du MHP, Recep Hagatli et son fils Mustafa Hagatli furent assassinés par des individus non-identifiés.

Les 8 et 9 octobre 1978, à Ankara, quatre tireurs non-identifiés attaquèrent, à l'aube, la maison d'un membre du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), baillonnèrent cinq des occupants avec des chiffons imbibés de chloroforme, leur lièrent les mains derrière le dos puis les tuèrent par balles. Quatre d'entre eux, Lotif Can, Hürcan Gürses, Efraim Ezgin et Osman Nuri Uzunlar moururent immédiatement. Le cinquième, Serdar Alper, grièvement blessé, mourut aussi quelques jours plus tard à l'hôpital. Les agresseurs en s'échappant, emmenèrent deux autres victimes, Faruk Ersan et Salih Gevenoi. Plus tard, la police retrouva leurs corps, jetés au bord d'une auto-route, à 40 km à l'ouest d'Ankara.

Ainsi, les auteurs de la terreur politique essayent de convaincre l'opinion publique qu'il s'agit d'une vengeance entre deux camps politiques de Turquie.

Il est significatif que, durant ces événements sanglants, le leader du MHP, l'ex-colonel Alparslan Türkeş, demanda la proclamation de la loi martiale et affirma que tous les membres de son parti devraient avoir l'autorisation de porter une arme.

Position du Parti Ouvrier de Turquie

Bien que quelques groupes de gauche aient été les instruments de ce plan sinistre en répondant par la terreur à la terreur armée des organisations fascistes, l'attitude du TIP a toujours été très claire. En tant qu'organisation politique de la classe ouvrière, le TIP a toujours manifesté son opposition à la terreur armée. Au sujet du massacre de ses sept camarades la présidente du parti, Madame Behice Boran, déclara: "Nous refusons la terreur armée comme méthode de lutte. Notre réponse aux fascistes, c'est l'implantation et le développement de notre organisation au sein de la classe ouvrière et des masses laborieuses."

Le massacre fut commis juste après le meeting des représentants locaux du parti qui décidèrent de lancer une nouvelle campagne visant à augmenter le nombre de membres. La présidente déclara: "Le but de ces assassinats est d'empêcher le développement de notre parti, d'intimider ses membres et de le faire disparaître, si possible. Ainsi, en éliminant le parti indépendant de la classe ouvrière et des masses laborieuses et en livrant l'arène politique aux seuls partis bourgeois, ils veulent créer l'image d'un 'pluralisme démocratique' qui masquerait la mise en place d'un régime de répression fasciste."

En effet, le TIP qui a été le seul représentant de la classe ouvrière dans le Parlement turc entre 1965 et 1971 fut interdit, sous la pression de la junte militaire, par la Cour de la Constitution en 1971, c'est à dire ce scénario fut déjà mis en scène.

À la suite de l'amnistie générale, en même temps que d'autres progressistes, les leaders du TIP, condamnés à 15 ans d'emprisonnement chacun, furent libérés et ils rétablirent leur parti en 1975. Bien que le TIP ait fait entendre la voix de la classe ouvrière aux dernières élections générales, en 1977, les masses votèrent en faveur du parti social-démocrate d'Ecevit, le Parti républicain du peuple (CHP), avec l'espoir de renverser le gouvernement du "Front Nationaliste" des partis de droite.

Cet espoir devint une réalité au début de 1978, et Ecevit forma le gouvernement actuel. Quant au TIP, il déclara qu'il soutiendrait toutes les mesures prises en faveur de la démocratisation de la vie politique et sociale, tout en critiquant les mesures prises contre les travailleurs.

La domination des USA sur la Turquie est renforcée

Quoique le programme gouvernemental comportait la promesse d'abolir les activités illégales des agences de renseignements, le Premier Ministre Ecevit a préféré, récemment, ignorer le rôle sinistre joué par l'Organisation Contre-Guérilla et l'Organisation Nationale de Renseignements dans la terreur politique, allant même jusqu'à nier l'existence d'une organisation appelée

Contro-Guérilla. Au lieu d'admettre leur rôle et de prendre des mesures efficaces contre leurs activités illégales, Ecevit se contente de mots vagues tels que "forces obscures".

Selon des révélations récentes au sujet de l'Organisation Contro-Guérilla, la plupart de ses agents, employés pour des provocations et des sabotages, seraient appelés de Chypre et renvoyés dès qu'ils auraient accompli ces actions. Cette organisation a un "bureau spécial" à Chypre, sous le nom de "B_{ayraktarlık}". Elle contrôle tout dans la section turque de l'île; elle met au pouvoir celui qu'elle désire y voir et éloigne du gouvernement quiconque lui déplaît. Parmi les officiers du Bureau Spécial, les tortionnaires et provocateurs de la période du 12 mars tiennent des positions importantes.

La tolérance d'Ecevit à l'égard de la Contro-Guérilla a pour raison principale le fait que les USA se trouvent derrière cette organisation. La liaison étroite entre la Contro-Guérilla et les USA est devenue évidente depuis que la Mission d'Aide Militaire Américaine et le Département Spécial de la Guerre qui dirige des activités de contro-guérilla se trouvent dans le même building à Ankara.

Le parti d'Ecevit, bien qu'il soit arrivé au pouvoir grâce au soutien des travailleurs, a commencé à glisser vers la droite et à flirter avec l'impérialisme des USA.

Dans le but de mettre fin à l'embargo des Etats-Unis sur les armes, Ecevit a déjà fait de nombreuses concessions à l'administration de Carter dans les domaines politique, économique et militaire et il a accepté toutes les directives du Fonds Monétaire International. (Voir: BULLETIN, septembre 1978)

Juste après la levée de l'embargo sur les armes, le gouvernement d'Ecevit consentit à la réouverture de quatre bases militaires que les USA avaient utilisées jusqu'à leur fermeture en 1975 pour rassembler des renseignements sur l'Union Soviétique.

Les quatre bases ouvertes actuellement aux USA, à Sinop sur la côte de la Mer Noire, à Diyarbakir dans l'Est de la Turquie, près de la frontière soviétique, à Balbaşı, près d'Ankara et à Kargaburun, sur la Mer de Marmara, sont chargées de surveillance électronique.

Ecevit exprima l'espoir qu'avec la levée de l'embargo sur les armes américaines "une ère nouvelle et positive ait commencé dans les relations turco-américaines" et qu'une revitalisation des relations turco-américaines "renforcerait non seulement la position défensive de la Turquie mais également son économie".

La terreur politique est encouragée par l'hégémonie croissante des USA

Dans ces circonstances, il ne serait pas réaliste d'attendre des mesures effectives contre les activités illégales de la Contro-Guérilla, ni celles de l'Organisation Nationale de Renseignements, puisque leur promoteur et collaborateur, l'impérialisme des Etats-Unis, a été, encore une fois bien accueilli en Turquie et que les officiers de renseignements des USA ont pris en main les réseaux vitaux de renseignements.

Néanmoins, malgré ce changement de position d'Ecevit se plaçant aux côtés de l'impérialisme des USA, les forces sociales progressistes de Turquie ont leur mot à dire quant à l'avenir de leur pays. Par exemple, plus de 50.000 personnes représentant différentes organisations de masse de Turquie participèrent aux funérailles des victimes des assassinats d'Ankara. Ils manifestèrent leur solidarité avec le TIP et exprimèrent leur volonté de maintenir l'unité contre la menace de l'impérialisme des USA et du fascisme. En outre, dans les déclarations de ces organisations protestant contre le massacre, on demandait au gouvernement d'Ecevit de prendre le plus tôt possible des mesures efficaces contre les organisations fascistes.

D'autre part, et pour la première fois depuis leur formation, deux grands centres syndicaux de Turquie, la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) et la Confédération des Syndicats turcs (TÜRK-İŞ), ont manifesté leur volonté d'agir en commun contre la menace croissante du fascisme et de pousser le gouvernement à prendre des mesures efficaces.

Prenant en considération tous ces faits, l'impérialisme des USA ne se sent pas dans une atmosphère de sécurité en Turquie et craint un progrès qui pourrait remplacer le gouvernement d'Ecevit par un autre plus progressiste. Alors, l'impérialisme, utilisant les moyens tels que la Contre-Guérilla, la MIT et le MHP, essaie d'inciter les Forces Armées turques, soit à forcer le gouvernement d'Ecevit à proclamer la loi martiale, soit à réaliser un coup d'état militaire en affaiblissant la position de ce gouvernement.

La liste chronologique des assassinats politiques du mois passé

- 15 SEP: A Çorum, l'étudiant Resul Çankaya, blessé précédemment, meurt à l'hôpital.
- 16 SEP: A Elazığ, l'employé Mustafa Korkmaz est abattu par des individus armés.
A Gaziantep, le professeur Raci Ulutağ est abattu par des inconnus.
- 17 SEP: A Ankara, des inconnus qui tirent au hasard abattent une femme, Bahriye Oral.
- 18 SEP: A Istanbul, des individus armés abattent un étudiant de droite, Hecati Çakıcı.
A Ankara, l'étudiant Lütfi Adıyaman, blessé précédemment, meurt.
- 19 SEP: A Gaziantep, Mme Hanife Altınbaş est abattue par des inconnus.
A Istanbul, le professeur Mustafa Yağar est retrouvé mort.
A Ankara, Lütfi Cansu est abattu par un groupe armé.
A Elazığ, le professeur Hüseyin Bulut est abattu par des inconnus.
A Urfa, le footballeur Vedat Ulusoy est abattu par un inconnu.
- 20 SEP: A Ankara, l'étudiant Hınmet Atalay est tué pendant un combat entre deux groupes d'étudiants rivaux.
A Siverek, Hasan Tufan est abattu par des individus qui tirent sur sa maison.
A Istanbul, l'étudiant Namık Kemal Apak est tué pendant les funérailles d'une autre victime de la terreur tué précédemment.
A Istanbul, l'étudiant Saadettin Yıldız est abattu par un inconnu.
- 21 SEP: A Izmir, l'étudiant Hakan Özkan est battu et plus tard abattu par des personnes armées.
A Elazığ, le gardien de prison Ahmet Barış est abattu.
A Ankara, Kasım Çelik, blessé précédemment meurt à l'hôpital.
A Edirne, l'étudiant Mehmet Yayılan est abattu par des inconnus.
A Malatya, Hasan Alkan et Sıddık Içık sont abattus pendant un combat.
- 22 SEP: A Ankara, l'ouvrier Necip Büyüktaş est abattu par un inconnu.
A Kars, le fonctionnaire Şefik Akarsu est poignardé à mort.
A Malatya, le technicien Hasan Başyurt est abattu par des inconnus.
A Istanbul, le travailleur migrant Ümit Togaç qui est venu d'Allemagne pour des examens de lycée est abattu par quatre personnes armées.
A Antalya, le corps mutilé d'une personne inconnue est trouvé.
- 23 SEP: A Adana, l'étudiant Mustafa Ertan est abattu par des inconnus.
A Malatya, Hacı Yigit, Müslin Koyuncu et Ali Dâlinmez sont abattus par les "Loups Gris", commandos para-militaires du MHP.
- 24 SEP: A Elazığ, l'ouvrier Musa Kaya, sympathisant du CHP, est tué par des personnes non-identifiées.
- 25 SEP: A Istanbul, Mustafa Kurt est abattu par des "Loups Gris", sur le chemin de sa maison.
A Urfa, le professeur Fehmi Kasaroglu est abattu.
A Adana, l'étudiant Ramazan Güzel est retrouvé mort. L'étudiant Mahmut Hazlum est abattu par des inconnus.
- 26 SEP: A Istanbul, l'étudiant Orhan Karaca et deux personnes inconnues sont trouvés mort.
A Malatya, le professeur Hasan Çınar et l'étudiant Şinasi Esandaroglu, blessés précédemment, meurent à l'hôpital.
A Adana, l'ouvrier Mustafa Alağıl est battu à mort par des Loups Gris. Dans la même ville, le technicien Enrullah Şekerci est retrouvé pendu dans son jardin.
- 27 SEP: A Malatya, Recep Eroglu est abattu par des inconnus.
A Istanbul, l'enseignant de droite Hilmi Sakarya est abattu.

- 28 SEP: A Manisa, le policier Recep Eroglu est abattu par des inconnus.
 A Istanbul, Hüseyin Yan est poignardé à mort par des inconnus.
 A Malatya, deux étudiants, Kenal Paşahan et Zeynel Adıgüzel, et l'ouvrier Vahap Ermen sont abattus pendant un conflit armé. L'étudiant Mustafa Karasmanoğlu, blessé précédemment, meurt à l'hôpital.
 A Aydın, Mehmet Şahin est abattu par des Loups Gris.
 A Istanbul, l'étudiant Yüksek Kaçıkçı, blessé précédemment, meurt à l'hôpital.
- 29 SEP: A Adana, l'étudiant Mustafa Bacak, blessé précédemment, meurt à l'hôp.
 A Istanbul, Metin Oranlı est poignardé à mort par un inconnu.
 A Siirt, İzzettin Demir âgé de 15 ans est abattu dans un combat.
 A Mars, l'étudiant Vedat Yılmaz est abattu pendant un conflit armé entre deux groupes de gauche.
- 30 SEP: A Istanbul, l'étudiant Alaattin Taş est tué par des Loups Gris.
 A Ankara, l'étudiant Orhan Çakır, blessé précédemment, meurt à l'hôp.
 A Uşak, l'ouvrier İsa Dinçtopal est tué suite à une explosion.
- 1 OCT: A Adana, le président local de l'Association de la Jeunesse Progressiste (İGD) Hüseyin Günel est abattu par des personnes inconnues.
 A Istanbul, l'ouvrier Nevlut Çelik meurt suite à une explosion.
- 2 OCT: A Istanbul, l'étudiant Gürbüz Yavuz est abattu en attendant le bus.
 A Uşak, l'ouvrier Alaattin Gündüz est tué par des inconnus.
- 3 OCT: A Istanbul, le président local du MHP Recep Hağatlı et son fils, Mustafa Hağatlı, sont abattus par des inconnus.
 A Istanbul, un groupe armé attaquent un bureau de poste et tuent le fonctionnaire Hüsnü Tepe.
 A Istanbul, l'ouvrier Taner Gürsel et l'ouvrier Hakaner Karan sont abattus par des personnes non-identifiées.
 A Hıdırlı, Haydar Şahin est retrouvé mort.
 A Bursa, l'étudiant Mustafa Özkan, membre du Parti des Travailleurs de Turquie (TEP), est poignardé à mort.
 A Denizli, l'étudiant Ahmet Sulubulut est abattu.
- 4 OCT: A Istanbul, l'étudiant İzzettin Çörekçi est tué par des inconnus qui attaquent sa maison.
 A Istanbul, trois Loups Gris armés abattent deux étudiants progressistes, Suat Koçer et Haluk Kandıoğlu.
 A Ankara, l'étudiant Adnan Çetin est abattu dans un train.
- 6 OCT: A Istanbul, Halil Baybars et Orhan Tunceli sont retrouvés morts.
 A Adana, le chauffeur Battal Bezirgan est abattu par trois individus armés.
- 7 OCT: A Istanbul, deux ouvriers, İlhan Akyıldız et Kenal Güllü sont abattus par leurs adversaires politiques. Une autre personne non-identifiée est retrouvée morte.
 A Adana, l'étudiant Zekeriya Kartal, blessé précédemment, meurt à l'hôp.
 A Elazığ, l'employé Akin Atalar est abattu.
- 8 OCT: Le massacre de sept membres du Parti Ouvrier de Turquie (TİP).
 (Voir: l'article ci-dessus)
 A Ankara, deux étudiants, Yusuf Yeleke et Sımsıkçı Tunay sont abattus par des Loups Gris.
- 9 OCT: A Malatya, l'étudiant İhsan Engür, blessé précédemment par des Loups Gris, meurt à l'hôpital.
 A Nazilli, l'étudiant Ahmet Öztürk est abattu par des Loups Gris.
 A Diyarbakır, Nedim Sak, président d'un centre culturel, blessé précédemment, meurt à l'hôpital.
 A Kayseri, l'ouvrier Orhan Çaylak est retrouvé mort.
 A Istanbul, Mete Özder, fils du président local du MHP, est abattu par un autre membre du parti.
- 10 OCT: A Ankara, Tahir Özyazgan est abattu par des personnes non-identifiées à cause de refuser d'acheter un journal politique.
- 11 OCT: A Malatya, l'étudiant Cemal Kartay, blessé précédemment, meurt à l'hôp.

- 12 OCT: A Adana, le ferme de l'ouvrier Sait Tur est tué suite à l'explosion d'une bombe placée dans sa maison.
A Anasya, l'étudiant Arslan Yegilyurt est poignardé à mort.
A Istanbul, le travailleur migrant Turan Güngör qui est revenu d'Allemagne est abattu par des inconnus.
- 13 OCT: A Ankara, Ferit İgneçi, fils d'un pompiste, est abattu par des personnes non-identifiées.
- 15 OCT: A Ankara et Istanbul, deux personnes non-identifiées sont trouvées tuées par balles.

Ainsi, le nombre des victimes du mois passé a atteint 108 et le nombre total des victimes depuis la formation du gouvernement "cevit" a augmenté 556.
(C-M-DN-DG-ET-16/10)

NOUVELLE TENTATIVE DE SUPPRIMER DU CODE PENAL TURC LES ARTICLES FASCISTES

ISTANBUL (ITA) - Le 17 octobre 1978, au cours du procès d'un éditeur devant la cour criminelle, une nouvelle tentative a été faite, visant à supprimer du Code Pénal Turc les articles 141 et 142 qui menacent la liberté d'expression et d'organisation de la classe ouvrière en Turquie.

M. Ahmet Taştan, éditeur de la maison d'édition Ürün, est accusé d'avoir violé l'article 142 en publiant une brochure intitulée "Le Programme du Parti Communiste de Turquie".

Au procès, les avocats de la défense déclarèrent que les articles 141 et 142 du Code Pénal Turc sont en contradiction avec l'esprit de la Constitution de la République; ils demandèrent au tribunal de transmettre le dossier à la Cour de la Constitution avec la demande d'annulation de ces articles.

Le Procureur de la République déclara aussi que ces articles pourraient être révisés puisque les conditions sociales et politiques avaient changé fortement dans le pays. Après avoir obtenu une opinion définitive du Procureur de la République au sujet de cette requête, le tribunal décidera, le 28 décembre 1978, si oui ou non le dossier doit être transmis à la Cour de la Constitution.

Les articles 141 et 142 du Code Pénal Turc ont été empruntés au Code Pénal de Mussolini, en 1936, et sont toujours en vigueur en Turquie alors que leurs originaux ont perdu toute validité en Italie après la chute du régime fasciste.

L'article 270 du Code de Mussolini s'énonce comme suit: "...quiconque tente de créer des associations, de les établir, organiser ou diriger dans le but d'imposer par la force la dictature d'une classe sociale sur les autres, ou d'abolir une classe, est passible d'une peine de 5 à 12 ans d'emprisonnement."

L'article 141 du Code Pénal Turc dit: "...Quiconque tentera de former ou d'organiser ou de diriger les activités ou de procurer des directives, sous quelque nom que ce soit, n'importe quelle société dans le but d'établir l'hégémonie ou la domination d'une classe sociale sur les autres, ou d'éliminer une classe sociale, ou de renverser une partie quelconque de l'ordre économique ou social fondamental établi dans le pays sera puni par de lourdes peines d'emprisonnement d'au moins huit ans et allant jusqu'à quinze ans."

L'article 272 du Code Pénal de Mussolini dit: "...quiconque fait de la propagande visant à introduire par la force la dictature d'une classe sociale sur une autre est passible d'une peine de un à cinq ans d'emprisonnement."

L'article 142 du Code Pénal Turc dit: "...quiconque sera trouvé coupable de faire de la propagande en vue d'établir la domination d'une classe sociale sur les autres, ou d'éliminer une classe sociale, ou de renverser une partie quelconque de l'ordre social ou économique fondamental établi dans le pays, ou le système politique et légal complet de l'Etat, sera puni par de lourdes peines de prison, allant de cinq à dix ans.

"Au cas où les actes sus-mentionnés seraient perpétrés au moyen de publications, la peine encourue serait augmentée de la moitié."

Depuis 42 ans, ces articles ont été utilisés par les autorités pour intimider ou annihiler toute opposition sociale en Turquie. Des centaines d'écrivains, d'éditeurs, de traducteurs, d'acteurs, d'artistes ont été jugés et condamnés, accusés d'avoir violé par leurs publications ou leurs représentations l'article 142.

En 1963, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP), en tant que représentant de la classe ouvrière de Turquie, fit appel à la Cour de la Constitution avec la requête d'annuler ces deux articles, et, parallèlement à ce procédé légal, il lança une campagne de masse ayant le même but. Mais en 1965, la Cour de la Constitution rejeta la requête par une voix de majorité et les articles fascistes restèrent en vigueur.

En 1971, le TIP fut interdit par cette même Cour de la Constitution sur l'accusation d'avoir violé l'article 141, et la Présidente Behice Boran et 19 autres leaders du parti furent condamnés par une cour militaire à des emprisonnements s'élevant jusqu'à 15 ans pour chacun, sur la même accusation.

Durant le régime militaire, entre 1971 et 1973, avec les leaders du TIP, des centaines d'intellectuels socialistes et de militants furent condamnés à de lourdes peines de prison suivant les mêmes articles.

Après l'amnistie générale, en 1975, quoique tous les condamnés furent libérés et que le TIP fut rétabli, les procès légaux selon ces articles ont continué, même après la formation du gouvernement d'Ecevit, en 1978. Malgré ses promesses, le Premier Ministre Ecevit n'a jamais manifesté le moindre effort visant à supprimer ces articles du code pénal.

En Février 1978, le Procureur de la République de la province d'Istanbul prit l'initiative de poursuites légales contre Madame Behice Boran, présidente du TIP, pour avoir violé l'article 142 dans son message à l'occasion du 60ème anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917.

Un procès similaire fut intenté à M. Mehri Delli, président du Parti des Travailleurs de Turquie (TEP), pour l'interview donnée au journal grec Ta Nea.

Le 13 septembre 1978, tous les membres du Bureau Administratif du Parti Ouvrier Socialiste de Turquie (TSIP) furent jugés par un tribunal criminel pour avoir violé l'article 142 dans un message du parti à l'occasion du 60ème anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917.

En outre, toujours pendant la période du gouvernement Ecevit, pour des accusations similaires, des procureurs de la République ont intenté des poursuites légales en vertu de l'article 142.

Les deux éditeurs de la revue politique Kivilcim se trouvent en prison de Nigde, condamnés à 30 ans chacun pour avoir violé cet article.

M. Saffet Tokin se trouve toujours en prison d'Izmit, condamné à 7,5 ans pour avoir traduit des oeuvres de Lénine.

M. Galip Sirlioglu, auteur d'un livre intitulé "Qu'est ce qu'ils disent sur la Révolution?", M. Rasih Nuri Hleri, éditeur du livre intitulé "La Libération", M. Mustafa Yildirimtürk, éditeur de la revue "Halkın Kurtuluşu" sont sous la menace de lourdes peines de prison suivant les mêmes articles.

Les éditeurs du Çarkbaşak, organ officiel du Comité Exécutif du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) sont jugés devant les cours criminelles pour avoir violé l'article 142.

Récemment, Ilkay Demir, éditeur de l'hebdomadaire Kitlo a été jugé le 18 octobre 1978 par la Cour Criminelle d'Istanbul pour des accusations similaires.

Le 17 octobre 1978, à Istanbul, sept membres de l'Union de la Jeunesse Révolutionnaire (DGH) ont été condamnés par un tribunal criminel à des emprisonnements s'élevant jusqu'à 8 ans pour chacun pour avoir violé l'article 141 du Code Pénal Turc.

Le procès de M. Taştan, éditeur de la revue Ürün, est l'un des exemples récents de l'application de ces articles. (C-H-Y-DG-ET-20/10)

LE GOUVERNEMENT D'ECCEVIT NE SATISFAIT NI LES TRAVAILLEURS NI LES CAPITALISTES

ANKARA (ITA) - En continuant à avoir une attitude équivoque, le gouvernement d'Eccevit essaie d'obtenir le soutien tout à la fois de la classe ouvrière et des capitalistes, mais il échoue dans cette tentative.

Tandis que l'opposition contre la politique sociale et économique grandit de jour en jour (Voir: BULLETIN, septembre 1978), les milieux capitalistes aussi expriment leur mécontentement à l'égard de cette même politique.

Récemment, H. Vehbi Koç, l'industriel le plus grand de Turquie et le fondateur du Holding Koç, critiqua le gouvernement d'Eccevit pour sa politique économique et sociale et fit appel aux partis politiques, leur demandant de s'unir pour trouver des solutions aux problèmes internes et externes de plus en plus graves de la Turquie.

Dans une interview donnée à l'hebdomadaire Yankı, Koç, dépeignant sous un aspect très triste l'économie de la Turquie, déclara qu'il était impossible d'arriver à une croissance moyenne de 8%, comme prévu dans le quatrième Plan Quinquennal de Développement Economique.

Commentant les réalisations du gouvernement d'Eccevit, l'industriel loua la levée de l'embargo sur les armes et l'attitude souple du gouvernement dans la question de Chypre. Mais sur les questions suivantes, Koç attaqua la politique du gouvernement:

"Le gouvernement, au lieu de s'attaquer aux questions vitales de diriger toutes ses ressources et ses efforts vers la solution des problèmes vitaux, s'est laissé entraîner aux cas suivants:

"Monopoliser les importations et ventes du minéral de fer,

"Imposer le travail à plein temps aux médecins,

"Viser à nationaliser les mines,

"Conclure un accord social avec la Confédération des Syndicats turcs qui a réclamé pour les salaires des ouvriers une hausse annuelle de 40 à 80%,

"Permettre à la Radio et Télévision turques de faire des émissions partiales."

Au sujet des investissements étrangers, il déclara que, comparés à ceux d'autres pays, ceux de Turquie sont bas. "Malgré ce fait, une grande hostilité s'est développée à l'égard du capital étranger," déclara Koç, mettant en garde contre le fait que les investisseurs étrangers venus en Turquie quittent lentement le pays et "ne comptez pas sur de nouveaux," ajouta-t-il.

Affirmant que même des villes et des communes furent divisées en factions, le capitaliste le plus grand du pays déclara: "nous sommes en retard. Le pays ne peut se permettre d'attendre encore plus longtemps; c'est maintenant que nos partis politiques doivent rechercher des moyens de s'unir pour faire face aux problèmes fondamentaux."

Il est bon de rappeler que, en 1971, H. Koç avait fait des déclarations similaires, et une intervention militaire a suivi ces soi-disant "avertissements patriotiques".

(Y-DN-DG-ET-16/10)

LE GOUVERNEMENT DEMANDE UNE AIDE DE 8,1 MILLIARDS DE DOLLARS A LA CEE

BRUXELLES (ITA) - De même qu'il attend certaines facilités économiques et financières des USA en récompense de la réouverture des bases militaires américaines en Turquie, Eccevit demande aussi à la CEE une aide économique de 8,1 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

La Turquie a proposé à la Communauté un contrat global qui incluerait, en plus de l'aide financière, une période d'"immunité" de cinq ans signifiant la suspension de certaines obligations de la Turquie à l'égard de la CEE, et un tarif de faveur pour ses exportations agricoles et la levée des restrictions sur ses principaux articles d'exportation, les produits textiles.